

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

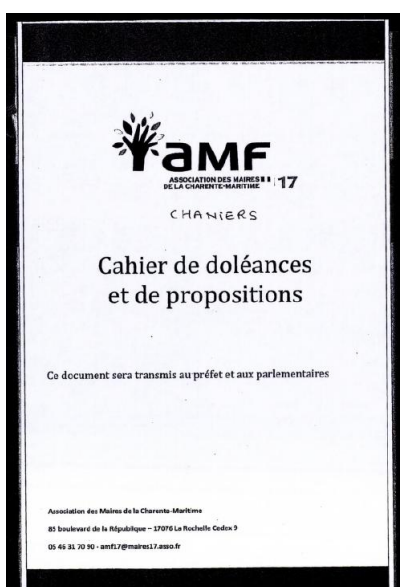
par Marie-Anne Chabin, 2026

# Chaniers

code INSEE : 17086

3 588 habitants

Communauté d'agglomération de Saintes

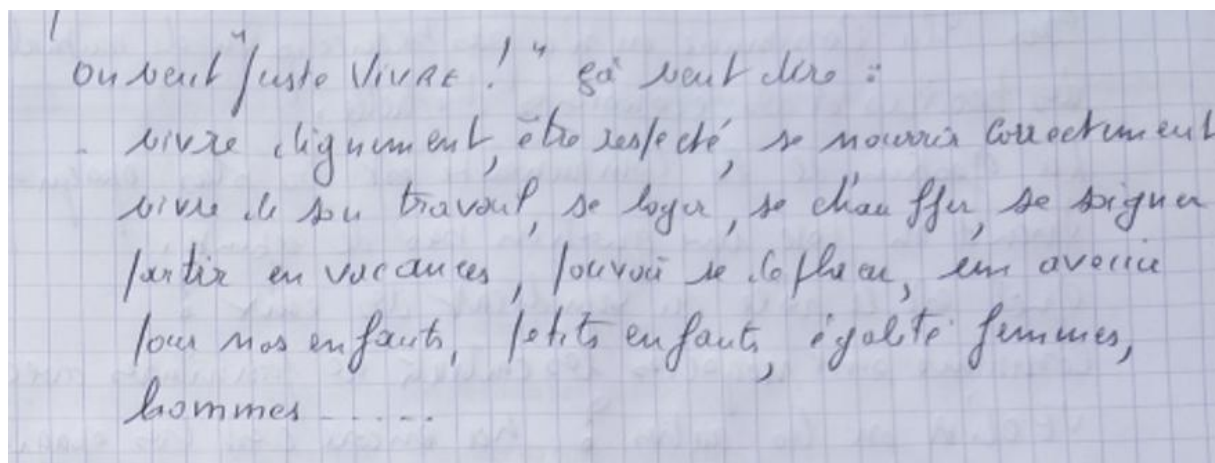


Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W75) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format petits carreaux, spirale, vert, 100 p.

Couverture AMF collée, nom de la commune manuscrit ; « Cahier de doléances et de propositions ».

18 contributions.



## 2 – Abandon des hausses de taxes sur le carburant :

De la même manière, les hausses de taxe sur le carburant ne sont qu'un moyen de mettre en place des taxes supplémentaires. S'il faut lutter contre le réchauffement climatique il existe des moyens plus justes que de taxer ceux qui ont besoin de leur voiture et qui n'ont pas de moyen de remplacement.

Il n'y a qu'un moyen de faire passer ce genre de taxe c'est que tout le monde paye équitablement, que l'on compense pour les ménages avec les plus bas revenus ... et que se soit une taxe **affectée** à 100% à l'écologie puisque c'est, soi-disant, fait pour l'écologie.

- 1 - Démission de MACRON : il nous a honteusement trompés et il ne mérite pas de gouverner.
- 2 - Rétablissement de l'ISF : pour le peu qu'il a fait, MACRON n'a « travaillé » que pour les riches.
- 3 - Moralisation de la vie publique : où en est le début d'une loi ?
- 4 – Non cumul des mandats : où en est le début d'une (vraie) loi ?
- 5 – Diminution du train de vie de l'Etat : honte à vous.
- 6 – Révision de la constitution : la 5ème république n'a plus lieu d'être, passons à la 6ème.
- 7 – Répartition des richesses : arrêter de taxer les classes dites moyennes, en particulier les retraités.

Cette année j'ai senti deux poubelles n'ires pour 172€ . Le nom de la redevance est REOMi ( redevance enlèvement des ordures ménagères Incentive ). Autrefois il y avait 52 levées . Il n'y en a plus que 18 ( 26 en fait mais on paye au delà de 18 ) Et on nous explique que les charges sont les mêmes . Pour qui nous prend-on ?

Le montant de l'emprunt national auprès des banques étrangères est désormais trop élevé. Le gouvernement devrait diminuer la dette nationale.

Ce n'est pas en continuant de vendre notre patrimoine, nos domaines agricoles, nos industries etc aux Emirats arabes ou aux pays asiatiques, que la France recouvrera un PIB honorable.

Il faudrait interdire la présence des lobbyistes étrangers qui ont la « mainmise » sur les décisions gouvernementales, ils en récupèrent le maximum de profits.

1) Nous avons un hôpital à Saintes assez récent, mais il n'y a aucun service dermatologique Pourquoi ?  
2) Residence Seniors à part les Gonds ?  
3) Maison de Retraite France entière minimum 2500 Euros qui peut se permettre de mettre les parents à ce prix là. — — —

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Manuscrit, 5 lignes, 47 mots (femme)**

[PRÉNOM NOM]

- 1) Nous avons un hôpital à Saintes assez récent, mais il n'y a aucun service dermatologique ? Pourquoi ?
- 2) Résidence seniors, à part Les Gonds ?
- 3) Maison de retraite France entière minimum 2500 euros, qui peut se permettre de mettre les parents à ce prix-là...

---

**2. Manuscrit, 5 lignes, 41 mots (homme)**

[NOM Prénom] [Adresse mail]

1. Inverser les tendances industrielles de délocalisation, en les valorisant, en baissant les charges sociales, pour leur permettre de créer des emplois et donc relancer l'économie française.
2. + d'aides pour les handicapés ESAT, qui sont les plus défavorisés des handicapés.

---

**3. Manuscrit, 8 lignes, 73 mots (homme)**

[NOM Prénom] J'ai fait une comparaison de retraite de 2008 à 2018, ma femme et moi nous avons 80 € de moins par mois, avec de petits revenus comment faire ? Le véhicule est indispensable dans nos communes. La limitation de vitesse ne résout pas les problèmes, plus de morts sur le 2<sup>e</sup> semestre que sur le premier. Il faudrait voir à l'entretien des routes. Montrez-nous l'exemple en diminuant vos revenus et tous vos avantages.

---

**4. Dactylographié (4 pages collées), 115 lignes, 1762 mots (homme)**

**Pourquoi ai-je posé un gilet jaune sur mon tableau de bord ?**

[Prénom Nom]

[Adresse]

64 ans, retraité, ancien directeur informatique, dont 20 ans de travail à Paris dans des sphères périphériques au pouvoir.

**1 - Abandon du passage à 80 km/h :**

Présenté sous ses aspects sécuritaires, le passage à 80 km/h n'est qu'une taxe supplémentaire collectée par l'intermédiaire des radars.

Si l'objectif était réellement de diminuer le nombre de morts sur les routes nous prendrions exemple sur le Royaume-Uni ou l'Allemagne dans lesquels respectivement le nombre de morts est moitié moindre qu'en France alors que la limitation de vitesse est proche de 100 km/h (60 miles/h soient 97 km/h) ou 40 % moindre en Allemagne alors que la limitation est de 100 km/h et aucune limitation sur 50 % des autoroutes. Mais pour qui a roulé dans ces pays la différence est évidente, c'est l'état des routes et de la signalisation qui fait toute la différence ... pas la vitesse !!!!

De manière générale, concernant les limitations de vitesse, que l'on laisse faire les collectivités locales qui sont les mieux placées pour décider des limitations de vitesse dans les zones **réellement** dangereuses, au lieu de limiter à 80 km/h de manière généralisée.

Les radars, dont plus de la moitié devrait purement et simplement disparaître car ils ne sont là que pour piéger les conducteurs sans qu'il n'y ait aucun risque (à commencer par ceux des autoroutes) ne sont que des machines à cash destinées à racketter les automobilistes.

Et dans tous les cas cette taxation devrait être affectée à 100 % à l'entretien du réseau routier tant qu'il sera dans un état aussi pitoyable.

## **2 - Abandon des hausses de taxes sur le carburant :**

De la même manière, les hausses de taxe sur le carburant ne sont qu'un moyen de mettre en place des taxes supplémentaires. S'il faut lutter contre le réchauffement climatique il existe des moyens plus justes que de taxer ceux qui ont besoin de leur voiture et qui n'ont pas de moyen de remplacement.

Il n'y a qu'un moyen de faire passer ce genre de taxe, c'est que tout le monde paye équitablement, que l'on compense pour les ménages avec les plus bas revenus... et que ce soit une taxe **affectée** à 100 % à l'écologie puisque c'est, soi-disant, fait pour l'écologie.

## **3 - Révision de l'ensemble de la fiscalité :**

Pourquoi faire semblant de diminuer ou de ne pas augmenter les impôts en ne touchant pas à l'impôt sur le revenu et par ailleurs augmenter ou créer des taxes destinées à alimenter les finances de l'État ? L'impôt sur le revenu est le plus juste des impôts, pourquoi ne pas s'en servir en multipliant et en rééquilibrant les tranches ? Il n'y a que 45 % des ménages qui paient l'impôt sur le revenu et ce n'est pas en rendant l'impôt quasi invisible au travers de taxes diverses et variées que les gens réfléchiront à la nécessité de l'impôt.

Autre sujet très énervant : pourquoi priver les collectivités locales de leurs sources de revenu en supprimant la taxe d'habitation, au lieu de l'aménager pour la rendre plus juste et plus logique ? Il est vrai que pour un président, il est plus facile d'alléger la charge des Français en faisant faire des économies aux autres (les collectivités locales) et pas à la fonction publique centrale ... et, accessoirement, être le maître des finances et redistribuer aux collectivités locales est une source de pouvoir. C'est un mouvement de centralisation supplémentaire alors que nous aurions tant besoin de décentralisation.

## **4- Révision de l'ensemble de la fonction publique :**

On entend régulièrement des gens dire qu'on ne peut pas demander plus de services publics et moins d'impôts... c'est totalement faux !!!

Il suffit que la fonction publique soit mieux organisée. À commencer par plus de fonctionnaires de base, ceux qui font le boulot, et moins de hauts fonctionnaires tous issus des mêmes grandes écoles, qui appliquent tous les mêmes solutions, se protègent entre eux, justifient de leur poste en nous surchargeant de normalisations débiles et ne pensent qu'à se mettre en disponibilité pour gagner beaucoup plus dans le privé au sein de structures de lobbying qui biaisent le fonctionnement de l'État (je reconnais, je grossis le trait... mais si peu). Je sais de quoi je parle car j'ai travaillé dans un syndicat professionnel avec plusieurs de mes collègues directeurs qui étaient d'anciens hauts fonctionnaires en disponibilité, à commencer par un directeur général ancien chef de cabinet de ministre, en disponibilité, et qui ne passait pas plus de la moitié de son temps au boulot pour lequel il était payé car il était aussi adjoint au maire d'une ville dont le maire est son ancien ministre.

Autre exemple, est-ce normal qu'il y ait seulement 50 % des fonctionnaires de l'éducation nationale qui fassent cours ? Et là aussi on sent bien l'efficacité des hauts fonctionnaires en son sein pour faire des réformes débiles. L'introduction des « mathématiques modernes », venues des États Unis, quand j'étais lycéen, qui ont été abandonnées deux ans plus tard chez les Américains mais qui 20 ans plus tard étaient toujours d'actualité en France, la méthode « globale » d'apprentissage de la lecture dont on a su très vite qu'elle faisait des ravages mais

qui a été maintenue car les hauts fonctionnaires ont du mal à reconnaître qu'ils se sont trompés, ils sont tellement intelligents et tellement au-dessus des autres ! Mais quand comprendra-t-on que les mieux placés pour savoir comment faire cours sont ceux qui font cours ?

Dans le même genre, on tape sur les hôpitaux, la poste ou la police pour les obliger à faire des économies et à diminuer le nombre de fonctionnaires **utiles** et au service de la population, au lieu de supprimer les fonctionnaires qui ne servent plus à rien. Par exemple (et il y a plein d'autres exemples de fonctionnaires qui ne servent plus à rien mais qui cherchent absolument à justifier de leur poste), la sécurité routière a été mise en place alors qu'il y avait 30 000 morts sur nos routes, ces fonctionnaires ont mis en place des mesures très utiles à commencer par les limitations de vitesse et ils ont réussi à ramener le nombre de morts à 3 000 soit une division par 10 du nombre de tués. **Bravo les gars vous avez fait un boulot super !!!** Maintenant vous allez vous occuper des accidents domestiques, par exemple, car si on les laisse faire on aura toujours plus de limitations de vitesse et toujours plus de radars, c'est leur boulot... et ils le feront jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de voitures sur les routes comme ça il n'y aura plus aucun mort et plus de problème de carburant polluant. Il y a des milliers de fonctionnaires qui s'occupent de sécurité routière et il y a là une sacrée source d'économie car il ne faut jamais oublier que tous ces fonctionnaires sont multipliés par le nombre de départements. Nous avons 90 départements et donc une multiplication de l'administration centrale dans chaque département, avec autant de préfectures, de sous-préfectures, de tribunaux, de centres des finances, de DDA, de DRIRE, etc. etc. etc. 3 millions de fonctionnaires. Rêvons un peu, et je dis bien rêvons, à une France avec moitié moins de départements... **que d'économies !!!** Et sans diminuer le niveau des services publics car nous n'avons plus besoin de certaines de ces administrations à proximité. Avec le numérique je fais toutes mes démarches par Internet et la dernière fois que je suis allé dans une préfecture ou une sous-préfecture, c'était il y a plus de 20 ans. J'ai créé une entreprise par Internet, je fais mes déclarations par Internet, je paye la TVA par Internet et je paye mes impôts par Internet. En revanche, je vais très régulièrement à la poste ou à la mairie de ma commune et si l'on tape sur les communes pour faire des économies, on se trompe de cible.

À une époque, alors que Nicolas Sarkozy était président, je travaillais dans une structure proche du ministère de l'Agriculture lorsqu'il y a eu une grande réorganisation suite à la diminution du nombre de fonctionnaires et, de passage au ministère, on m'a expliqué que cette réorganisation était ridicule parce que la conséquence était que 200 hauts fonctionnaires étaient alors sans poste et sans dossier... et que certains d'entre eux ne venaient même plus travailler et restaient chez eux en attendant la retraite. À l'heure actuelle, il y a 3 000 hauts fonctionnaires sans poste et sans dossier dans l'ensemble de l'administration et c'est le ministère des Finances qui le dit... Il doit donc y en avoir bien plus !!!!... et avec leur niveau de salaire ça en ferait des économies. Si le statut des fonctionnaires doit conduire à de tels abus, il est peut-être temps de le revoir.

Je ne suis pas contre l'impôt et je suis totalement pour le maintien des services publics et donc je paye mes impôts, je ne peux pas dire avec plaisir, mais je trouve que c'est normal. Mais je pense que mes impôts sont vraiment mal employés et que notre pays a vraiment besoin d'une sérieuse réorganisation de l'État.

Je suis informaticien et il y a 20 ans je me moquais des retards de l'État dans ce domaine. J'ai même participé à des groupes de travail pour améliorer les choses dans certains domaines. Mais à l'heure actuelle les choses ont bien changé et notre administration a fait sa révolution numérique et maintenant je suis admiratif du niveau qui est atteint... mais où est la diminution du nombre de fonctionnaires que cela implique ???

À partir de 2003 j'ai eu l'occasion de participer à la mise en place d'un haut conseil destiné à prendre à sa charge certaines missions de l'État. Il y a eu transfert des missions mais sans transfert de budget, seulement la mise à disposition d'une fonctionnaire destinée à nous aider au démarrage pendant un an. Grâce à l'informatisation des tâches, 6 salariés existants et qui remplissaient déjà d'autres missions et 2 salariés supplémentaires ont remplacé 300 fonctionnaires venant du ministère et des départements ... coût pour l'État : zéro.

On nous dit que nous avons le niveau de prélèvement le plus élevé du monde... et que c'est la faute de notre système social... bonne excuse pour ne pas se pencher sur le fonctionnement de l'État !... de l'administration ou de la technostructure, appelons-la comme on veut... mais ils sont trop nombreux et trop coûteux !!!! et seulement après on verra pour le reste... Messieurs les technocrates !

---

**5. Manuscrit, 25 lignes, 334 mots (femme)**

Mme [NOM Prénom]

[Adresse]

- \* Instauration du RIC.
- \* Baisse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements, etc.).
- \* Baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes anciens et futurs élus et hauts fonctionnaires.
- \* Annulation des rentes des anciens présidents de la République.
- \* Suppression des avantages des députés payés par nos impôts ou que ceci soit IMPOSABLE.
- \* Baisse des charges pour les entreprises (PME, pas celles du CAC 40).
- \* Annulation du CICE pour les grandes entreprises CAC 40.
- \* Donner aux contribuables le droit de demander un référendum sur toutes les lois votées par le Parlement.
- \* Obliger le président de la République à présenter tous les traités, accords et pactes internationaux au référendum avant ratification.
- \* Le pacte de Marrakech : cette ratification n'a pas donné lieu à un débat en France. Il n'y a eu aucun débat, cela a été complètement dissimulé aux Français. Il n'y a même pas eu de débat ni à l'Assemblée ni au Sénat. Pourtant il est écrit dans l'article 53 de la Constitution qu'avant qu'un président puisse signer un pacte de ce niveau-là mettant en cause la législation de son État et des autres, IL FAUT qu'il y ait une loi qui permette de le faire. Donc c'est À REVOIR !!! Ce pacte doit être caduc, il faut un référendum, demander l'avis du peuple.
- \* Suppression des réformes sur les retraites annoncées depuis 2018.
- \* Demander à l'Assemblée nationale [et] au Sénat de traiter tout de suite, et je dis bien TOUT DE SUITE, la fraude sociale documentaire et arrêter de payer les prestations [aux] titulaires d'un numéro de sécurité sociale frauduleusement obtenu. Ce sont potentiellement 14 MILLIARDS D'EUROS dépensés PAR AN de nos impôts.  
Avec cette somme (14 milliards d'euros) nous pouvons redistribuer aux Français c'est-à-dire :  
Diminuer drastiquement des taxes.  
Rendre la CSG aux retraités.  
Bref de répondre aux revendications des Français sans pour autant dégrader les finances de la France.

**6. Dactylographié, 37 lignes, 511 mots (femme)**

Mesdames, Messieurs, les dirigeants.

Vous voulez bien, après tant de temps d'un silence pesant, nous donner la parole. Voici donc en tant que citoyenne ce que je pense.

Nous sommes dans un pays RICHE, une des premières puissances mondiales. Nous en sommes fiers souvent. Mais regardez bien, au fond du trou que vous avez creusé avec les inégalités de tout genre (les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres et au milieu la pauvre classe moyenne qui se débat du mieux qu'elle peut).

Alors bien sûr, on est sur les ronds-points, et on y sera tant que nos dirigeants nous ne respecterons pas en tant que peuple citoyen, nous donnant la parole, pas juste sur ce manifeste qui je présume vous sert de couverture et d'enfumage jusqu'aux prochaines échéances législatives et européennes.

Vous nous demandez nos avis.

Réduisez les inégalités : la redistribution.

Les premiers de cordée redistribueront que lorsqu'ils seront contraints de le faire. Arrêtons de subventionner les entreprises qui embauchent au SMIC, les sociétés en difficulté qui une fois touchées les subventions ferment et ne remboursent rien en laissant sur le carreau leurs salariés.

**Si les subventions et aides de tout ordre ne donnent pas de résultat alors remboursement sur le capital de la société.**

Les grandes sociétés qui ne paient pas l'impôt, grâce aux nombreuses niches fiscales, attaquez-vous à la refonte des impôts, si vous voulez que tout le monde paie alors recherchez les fraudeurs et réduisez toutes ces niches fiscales.

**Les riches menacent de partir à l'étranger, ne vous inquiétez pas. Si vous leur en donnez les moyens, toute la classe moyenne veut bien dépenser à leur place, on n'a pas autant les moyens mais on est plus nombreux.**

Réduisez les inégalités :

À l'heure actuelle, on nous rejoue les paysans contre la royauté.

Nous sommes tous Français et même si nous n'avons pas les mêmes revenus, nous avons les mêmes droits. Halte à la justice, la médecine, les services publics à deux vitesses ; ne cassons pas tout sur l'autel du profit, ou des économies. Vous voulez faire des économies, ok, alors réduisez le millefeuille français (village, ville, CDA, CDC, département, régions, ministères, assemblées et autres syndicats départementaux, régionaux). Regardons qui fait quoi et réduisons les doublons de compétences.

Réduisons notre empreinte carbone :

Je suis un tout petit consommateur, mais je fais déjà attention à mon empreinte carbone, je roule en diesel (pas bien), mais je n'ai pas d'autres moyens. Vous voulez plus de diesel, alors arrêtons d'en construire, sinon, nos usines iront les vendre à l'étranger et nous ne polluerons plus en France mais en Afrique.

La représentativité :

À l'heure actuelle je ne me sens pas représentée par le gouvernement, je suis de ceux qui ont porté au pouvoir la République en marche car j'ai voulu contrer un parti d'extrême droite qui me fait peur. J'aurais bien voulu croire que les choses pouvaient changer, mais pour le moment, ma voix reste sans échos, c'est pourquoi le demande le RIC sur tous les sujets, pas uniquement sur les sujets qui vous plaisent.

—

**7. Manuscrit, 4 lignes, 36 mots**

[NOM]

[Adresse]

Enlever la CSG sur les retraités.

Arrêtez de taxer les carburants et les denrées de première nécessité.

Les gens qui travaillent ne peuvent plus manger et se nourrir correctement.

Faire un référendum pour écouter les gens.

[Signature]

---

**8. Manuscrit, 1 ligne, 5 mots (homme)**

[Nom Prénom]

[Adresse]

[Signature]

Le RIC

en toute matière.

---

**9. Manuscrit, 8 lignes, 81 mots (femme)**

Le 10/01/2019

Mme [NOM Prénom]

Je suis une personne seule. Augmentation de ma retraite complémentaire : 1,06 € ; CARSAT : aucune augmentation. Mutuelle de santé : augmentation 0,44 €, pas de droit à l'allocation logement car 1100 € de retraite (réversion comprise). Il me reste 300 € par mois pour : l'essence, se nourrir et rien pour les loisirs (cinéma, théâtre, vêtements), ordures ménagères : 172 € par an pour 4 passages, je ne vous dis pas la consommation d'eau : 264 € pour l'année.

---

**10. Dactylographié, 20 lignes, 200 mots (couple)**

Le 13/1/2019

M. et Mme [NOM Prénom et Prénom] [*ajout manuscrit*]

[Adresse]

Bonjour Mesdames, Messieurs,

Voici les suggestions qui pourraient améliorer, à notre avis, la vie des jeunes retraités que nous sommes.

En préambule, nous précisons que comme beaucoup de personnes de notre génération, nous avons travaillé depuis l'âge de 17 ans et cotisé en conséquence. Nous étions ouvrier et employée, avons élevé deux enfants et avons fourni tous les efforts nécessaires (transports, heures supplémentaires, etc.) tout au long de notre vie active et espérions pouvoir vivre une retraite sans trop de soucis financiers.

Si les décisions gouvernementales continuent d'avoir pour objet principal de diminuer notre pouvoir d'achat, nous vivrons de nouveaux soucis...

Nous souhaitons en conséquence les mesures suivantes :

- Suppression de la CSG sur les retraites.
- Suppression de la taxe d'habitation pour tous.

- Rétablissement de l'impôt sur la fortune.
- Taxation plus importante sur les loisirs des vrais riches : nautisme, aviation...
- Taxation plus importante des dividendes exorbitants des actionnaires du CAC 40.
- Utilisation des portiques ECO TAXES pour tous les camions non français qui empruntent nos routes.
- Rétablissement des services publics dans les zones rurales.
- Diminution drastique du train de vie de l'État (à l'image de ce que font les pays nordiques).

[Signature]

[Signature]

---

**11. Manuscrit, 28 lignes, 226 mots (couple)**

[NOM Prénom] (et Mme)

[Adresse]

Employé dans cette commune, responsable de l'urbanisme, du service élections, des autorisations de voirie... durant 37,5 ans, retraité aujourd'hui avec une pension de 1 285 €/mois, réduite à 1 265 € depuis l'augmentation de la CSG, soutien au mouvement des Gilets jaunes, je souhaite, nous souhaitons « JUSTE VIVRE » !

Les revenus baissent parce qu'une infime minorité se gave ! Alors que les fins de mois sont de + en + difficiles, Macron, notre président, et son gouvernement ont multiplié les cadeaux aux plus riches, aux multinationales et à la finance !

— Nous voulons :

- Plus de pouvoir d'achat (augmentation des salaires et des pensions...) et un meilleur partage des richesses. Les actionnaires et les banques nous coûtent trop cher.
- Le rétablissement de l'ISF.
- Le prélèvement à la source de l'impôt sur les bénéfices des multinationales et des GAFA.
- Lutte contre les paradis fiscaux.
- Maintien des services publics dans les communes rurales.
- Amélioration du service public, seul patrimoine de ceux qui n'ont rien (lutte contre les privatisations et externalisation des services).

Ce sont quelques mesures d'urgence crédibles pour le pouvoir d'achat.

On veut « juste VIVRE ! » Ça veut dire :

- vivre dignement, être respecté, se nourrir correctement, vivre de son travail, se loger, se chauffer, se soigner, partir en vacances, pouvoir se déplacer, un avenir pour nos enfants, petits-enfants, égalité femmes-hommes...

[Signature]

[Signature]

---

**12. Manuscrit, 37 lignes, 373 mots (homme)**

Bonjour,

Je tiens tout d'abord à remercier M. et Mme Fillon qui nous ont ouvert les yeux sur des pratiques qu'on croyait révolues.

Chez nous il y a : la commune, la communauté de communes, le syndicat des eaux, le département, la région et nous payons pour tous ces organismes à la gestion plus qu'opaque. Mes impôts fonciers

ont augmenté de 20 % en dix ans. Le timbre vient de se prendre 10 % et la taxe d'acheminement du gaz a augmenté de 400 % en deux ans et le carburant à la pompe ne baisse plus...

Cette année j'ai sorti deux poubelles noires pour 172 €. Le nom de la redevance est REOMI (redevance enlèvement des ordures ménagères incitative). Autrefois il y avait 52 levées. Il n'y en a plus que 18 (26 en fait mais on paye au-delà de 18). Et on nous explique que les charges sont les mêmes. Pour qui nous prend-on ?

Avec la communauté de communes on nous dit : « mutualisation des moyens, économies d'échelle ».

Sur la commune on n'a pas beaucoup vu de mutualisation des besoins et des économies d'échelle.

La gestion de la communauté est des plus opaques. Quand on pose une question, pas de réponse.

Quel est le rôle du syndicat des eaux ?

Comment sont négociés les contrats de fournitures avec VEOLIA ou les autres ? Là encore c'est très opaque.

Avec le jeu des abonnements, moins on consomme d'eau et plus on paye le m<sup>3</sup> cher, en proportion.

Alors, et l'écologie dans tout cela ?

1,7 point de CSG par rapport à 4,4 % cela représente + 40 %.

On est passé de 20 régions à 13 régions. Et là encore on nous a dit : vous verrez, on va faire des économies d'échelle en mutualisant les moyens ! Qu'ont fait les élus pour commencer ? Ils ont aligné leur rémunération sur la grille la plus haute. Et pour qu'il y ait la parité, on a nommé 2 représentants à la place d'un.

Où sont les économies ?

Il n'y a pas que des économies à faire en niveau de l'État ; mais d'abord commencer par regarder chez soi.

M. [NOM Prénom]

Professeur à la retraite

31 ans au lycée technique sans un jour d'absence.

La récompense ?

[Signature]

---

**13. Mail imprimé, 8 lignes, 116 mots (femme)**

**Contact Site - Mairie de Chaniers**

**De:** [Adresse mail]

**Envoyé:** lundi 14 janvier 2019 21:01

**À:** [contact@chaniers.fr](mailto:contact@chaniers.fr)

**Objet:** Doléances

Pourquoi continuer à payer tout homme politique après leurs missions ?

Pourquoi les payes des nourrices sont déclarables mais pas imposables ?

Toutes personnes recevant le RSA devraient donner du temps équivalent à leur commune.

Ne pas pénaliser une personne qui a trouvé quelques heures de travail sur son chômage.

Être plus sévère avec les personnes qui ne cherchent pas de travail.

Que l'ANPE se rapproche des patrons dans leur canton et leur demande le besoin qu'ils ont et fasse les formations nécessaires aux demandeurs d'emplois. Ce qui n'est pas trop le cas pour l'instant.

Que chaque étranger ait un visa de 3 ans pour travailler en France, renouvelable sinon ils repartent dans leurs pays.

[Nom Prénom]

---

**14. Manuscrit, 3 lignes, 23 mots (femme)**

Mme [NOM Prénom]

- Remettre ISF.
- Augmenter AAH à 840 €, on ne peut pas vivre.
- Supprimer CSG.
- Baisse des charges salariales PME.

---

**15. Dactylographié collé, 20 lignes, 201 mots (homme)**

**DOLÉANCES du 16 janvier 2019**

**de Monsieur [NOM Prénom, Adresse]**

- 1 - Démission de MACRON : il nous a honteusement trompés et il ne mérite pas de gouverner.
- 2 - Rétablissement de l'ISF : pour le peu qu'il a fait, MACRON n'a « travaillé » que pour les riches.
- 3 - Moralisation de la vie publique : où en est le début d'une loi ?
- 4 – Non-cumul des mandats : où en est le début d'une (vraie) loi ?
- 5 - Diminution du train de vie de l'État : honte à vous.
- 6 - Révision de la Constitution : la 5<sup>ème</sup> République n'a plus lieu d'être, passons à la 6<sup>ème</sup> .
- 7 - Répartition des richesses : arrêter de taxer les classes dites moyennes, en particulier les retraités.
- 8 - Supprimer les « sangsues » de la République, en particulier les sénateurs et autres institutions qui ne servent à rien.
- 9 - Diminuer (significativement, par exemple 50 %) les « privilèges » des élus de notre République bananière.
- 10 - Augmenter le pouvoir d'achat des Français.
- 11- Arrêter de nous emmerder avec les problèmes d'environnement, que vous nous faites payer.
- 11- Arrêter de nous emmerder avec les problèmes d'immigration, que vous nous faites payer.

---

**16. Dactylographié collé, 15 lignes, 157 mots (femme) (même mise en forme que n° 15 mais adresse différente)**

**DOLÉANCES du 22 janvier 2019**

**de Madame [Prénom NOM, Adresse]**

Le montant de l'emprunt national auprès des banques étrangères est désormais trop élevé. Le gouvernement devrait diminuer la dette nationale.

Ce n'est pas en continuant de vendre notre patrimoine, nos domaines agricoles, nos industries, etc. aux Émirats arabes ou aux pays asiatiques, que la France recouvrera un PIB honorable.

Il faudrait interdire la présence des lobbyistes étrangers qui ont la « mainmise » sur les décisions gouvernementales, ils en récupèrent le maximum de profits.

Il y a trop d'élus inutiles comme les sénateurs ou des députés inactifs ; trop de personnels employés par le gouvernement qui ne sont pas déclarés (payés au noir).

Il faudrait plus judicieusement aider financièrement les pourvoyeurs d'emplois bien français et fiers de l'être.

Il faudrait une revalorisation des salaires, des retraites et une diminution de quelques taxes.

Une nouvelle Constitution doit être rédigée, le président actuel doit être réfuté et tout le système gouvernemental changé.

---

**17. Dactylographié, 35 lignes, 530 mots**

Monsieur le Président MACRON

Sujet : IMMIGRATION

Les actualités du 20H, à nouveau sensibilisé aux problèmes des sans-papiers, c'est récurrent chez les journalistes.

Je comprends bien l'angoisse de ces gens de vivre dans l'insécurité du lendemain, je peux vous dire que ce reportage m'a fait bondir, car une grosse partie du problème a été occultée.

Ils sont venus en France en connaissance de cause et en sachant qu'ils violaient les lois françaises sur l'immigration et savaient très bien qu'ils devaient préalablement demander un visa.

Ils travaillent illégalement « au noir » (car il faut bien qu'ils se nourrissent), mais se servent ensuite de cet alibi pour réclamer, devant les caméras, la régularisation de leur situation. Ils étalent ainsi leurs violations des lois françaises pour revendiquer leur régularisation : c'est un comble... Faisant ainsi l'apologie de la violation de nos lois !!!!!

Pourquoi n'avoir pas dit aux téléspectateurs que ces gens n'étaient pas aussi malheureux que vous voulez bien le faire croire. Ils ont accès aux soins gratuits par l'AME (Aide médicale d'État).

Ils ont droit à la CMU dans l'attente de leur régularisation et à la carte vitale que certains considèrent comme une véritable reconnaissance de leurs droits.

Leurs enfants sont accueillis immédiatement et gratuitement dans nos écoles.

Ils obtiennent des logements par des contacts déjà en place.

Certains d'entre eux, régularisés, disent que, maintenant qu'ils sont en règle, ils avaient beaucoup plus de mal à trouver un emploi qu'avant !!!!!!

Je me permets de vous informer aussi que, pour beaucoup d'entre eux la régularisation est un moyen d'avoir un accès à beaucoup d'autres avantages sociaux et qu'une fois régularisés, ils font faire, par exemple, des dossiers MDPH pour faire reconnaître une invalidité (pour eux ou leur femme) afin de toucher l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), sans avoir à travailler !!!!!

Quant aux demandes de nationalité française, elles concernent surtout des + de 50 ans qui veulent pouvoir faire librement la navette entre leur pays d'origine comme la Roumanie, les pays de l'Est, le Maghreb, etc. etc. et la France !!!!!!

À titre d'exemple, je vous citerai l'histoire d'une jeune femme qui a fait venir sa mère de 80 ans, en France pour 3 mois en vacances touristiques : la mère n'est jamais repartie, est devenue « sans papier » et s'est fait opérer au titre de l'AME gratuitement d'une prothèse de la hanche ; puis elle s'est maintenue sous prétexte de soins consécutifs et a obtenu la régularisation de ses papiers. Elle

sera ainsi soignée gratuitement jusqu'à la fin de ses jours alors qu'elle n'a jamais séjourné en France et n'a jamais cotisé !!!!! Cherchez l'erreur !!!!!

Mais je peux vous dire qu'au rythme des entrées illégales actuelles, notre système social ne survivra pas longtemps. Vous feriez bien d'y réfléchir et d'en informer les Français : ça, ce serait de l'information !!!!!

Sincères salutations, Monsieur le Président.

PS : Il faut savoir qu'un sans-papier touche de l'État plusieurs centaines d'euros mensuels. Certains retraités qui ont travaillé toute leur vie n'en touchent pas autant.

Pour les autres retraités, pas d'augmentations depuis plusieurs années mais des taxes et cotisations supplémentaires.

Cherchez l'erreur !!!!!

Signé : Des milliers de Français mécontents de votre gouvernance.

---

**18. Dactylographié, 70 lignes, 924 mots (élu démissionnaire)**

[P. NOM

Chaniers, le 24/01/19

[Adresse]

**GRAND DÉBAT  
DOLÉANCES**

**Préambule :**

Si augmenter le pouvoir d'achat est primordial et nécessaire pour beaucoup de citoyens, il en demeure pas moins nécessaire de connaître les raisons de cette paupérisation.

Il faut bien entendu des mesures urgentes et concrètes, au risque que la situation nationale actuelle s'aggrave : il faut donc enfin passer des paroles aux actes en matière fiscale ou économique.

Dépenses et recettes sont les mamelles du pouvoir d'achat.

Mais qui doit gérer ces facultés des dépenses et des recettes ? Le citoyen ? Les pouvoirs publics ?

Aujourd'hui, même avec une gestion très rigoureuse, beaucoup de citoyens ne peuvent plus simplement se chauffer ou se nourrir ; les recettes du foyer sont nettement insuffisantes pour parvenir à l'essentiel ; il faut donc améliorer les revenus du foyer, mais aussi que les pouvoirs publics réduisent aussi les charges, souvent honteuses, qui pèsent sur beaucoup de citoyens.

**Réduire les dépenses d'État et des collectivités**

L'argent public n'est pas vraiment géré, il est également gaspillé, parfois volé ou très souvent détourné : on assiste à un grand gaspillage depuis les collectivités territoriales jusqu'au sommet de l'État.

Les élus sont incontrôlables, méprisants et ils sont trop souvent juge et partie, face à des pouvoirs publics, tels Cour des comptes, totalement inertes.

Les citoyens ne veulent plus de cette voyoucratie dont les quarante dernières années sont un spectacle judiciaire permanent.

La solution démocratique ne viendra pas de ceux qui ont créé les problèmes, d'ailleurs ces partis ont été en partie éliminés des électeurs. Il faut une véritable action du peuple, en passant par un moratoire ou commission de citoyens.

Il faut résoudre les « millefeuilles » (comités, commissions, commissionettes, etc.) dans la fonction publique, qui ne servent à strictement rien (sauf ceux qui y reçoivent de juteuses indemnités) et qui nous coûtent très cher.

- Réforme des institutions, dont la moitié ne servent strictement à rien, à part eux mêmes.
- Réforme profonde la fonction publique.
- Réforme des collectivités dont les couches administratives s'empilent depuis 40 ans, avec des postes en doublon, en triple ou parfois sans travail réel.
- Réforme de l'immigration.
- Réforme du statut des associations (donner de l'argent public seulement à celles d'utilité publique).
- Réforme de la santé.
- Réforme de la retraite.
- Suppression du Sénat, diminution des députés de 50 %.
- Taxe d'habitation et foncière, plus de 70 % d'augmentation depuis 1998 ! Réduire leurs montants après avoir réduit les dépenses inutiles des collectivités locales.

Cela fait 40 ans que les politiques ne font pas leur devoir, d'en bas jusqu'en haut de la démocratie, mais travaillent essentiellement à court terme pour leur carrière politique.

Avoir 5 fois moins d'élus, mais compétents (les  $\frac{3}{4}$  n'ont jamais rien créé) et mieux payés serait une idée.

Il suffit de voir que 75 % des élus ne font rien, si ce n'est que de se déplacer dans la collectivité pour dire bonjour pour la plupart, et pour d'autres il suffit de poser ses fesses une fois par mois en conseil pour donner l'impression de faire son rôle.

### **Exemple pitoyable de gaspillage local : Commune de Chaniers 17610**

La poste, classée inaccessible avant 2015, devait être rendue accessible à 100 % par réalisation de travaux en interne. L'accès à personne à mobilité réduite PMR de la poste, réalisé en régie, est inaccessible, malgré les travaux réalisés, pour bon nombre de personnes (une simple rampe aurait été judicieux, soit - 17 cm à l'endroit où il a été mis un obstacle en parpaing sur 3 mètres).

Après 6 mois de travaux ce chantier n'inclut pas l'altimétrie, ce qui est un comble pour un accès handicapé où on a fait une plateforme aérienne au lieu d'une pente douce (j'ai signalé au maire l'erreur technique qui m'a uniquement fait une réponse déplacée et sans aucun sens vis-à-vis du problème).

Au mieux l'utilisateur ne s'y gare pas, au pire il risque l'accident. L'accessibilité est une affaire de bon sens et une priorité nationale : les dépenses excessives, 24 000€, pour un résultat médiocre, voire nul, en est une autre.

Non seulement le chantier a été réalisé sans conformité, ni bon sens, mais en plus le directeur des services techniques a été récompensé ! Il a déposé 2 plaintes pour diffamation contre moi !! IL FALLAIT OSER : le maire [P. Nom] et son premier adjoint [P. Nom] le soutenaient, par ignorance et confort de la paix sociale, en protégeant celui qui les servait.

Ce fonctionnaire zélé, ayant bâclé beaucoup de dossiers, a été malgré tout récompensé pour avoir également « oublié de gérer un audit », dont le coût a été de 14 000 € pour le contribuable !

Quant aux élus absents, fortement indemnisés, ils sont le reflet de ces absurdités.

On a même durant un an un cas d'emploi fictif, payé 6000 €/an, tout en étant à 700 kms de son lieu de mandat ! Être élu, qui plus est indemnisé, doit être sur place.

### **IL FAUT QUE CES GESTIONS CESSENT DANS NOS COLLECTIVITÉS**

En m'adressant ainsi à vous, je vous exprime mon souhait, que j'espère partagé, de voir notre société animée du sens du bien public, du respect du contribuable et citoyen, et de l'espoir d'équité, et rétablissement du bon sens. J'ai servi la nation durant 20 ans, jamais je n'ai vu un tel désordre technique et financier dans nos collectivités.

Cahier de Chaniers

Si l'**action politique est tant critiquée**, c'est peut-être aussi à nous de montrer que le bon sens et la discipline peuvent encore être des qualités reconnues dans notre démocratie.

[Signature]

[P. NOM]  
élu démissionnaire

[FIN]